



## UN MONDE PLURILINGUE

### Pourquoi le plurilinguisme ?

Quel est l'intérêt d'acquérir de nouvelles compétences langagières ? Ce peut d'abord être le désir de développement personnel. Les gains escomptés étant l'assouplissement intellectuel, l'enrichissement culturel, l'ouverture à l'Autre... De telles motivations ont un caractère universel : je veux dire par là qu'elles sont indépendantes de la langue maternelle ou d'usage de l'apprenant, et indépendantes de la langue qu'il se dispose à acquérir. Mais elles ont un caractère de gratuité qui en fait la rareté.

Il y a certes des raisons plus pressantes pour consentir à la dépense que représente l'acquisition des langues. Aucune époque autant que la nôtre n'a favorisé à si large échelle la circulation des personnes et des biens, matériels comme symboliques. Commerce international, médias, internet, tourisme, production scientifique ou encore migrations, multiplient les contacts entre individus parlant des langues différentes et, du coup, stimulent à la fois l'offre et la demande en matière de langues.

Et ce qui est particulièrement évident aujourd'hui, c'est que la connaissance des langues est une des conditions essentielles de la promotion économique et sociale. Au fur et à mesure que l'on entre dans une société de l'information et de la connaissance, les besoins en compétences langagières vont croissant. C'est l'argument qu'avancait le Roumain Leonard Orban, le premier commissaire européen au multilinguisme, lors de sa prise de charge. Et son premier argument pour cela était d'abord économique : « Le multilinguisme est bon pour les affaires » et « peut donner à une industrie un avantage compétitif ». Ce qu'on sait du régime des langues dans les pays européens montre qu'en cas de compression du personnel dans les entreprises, les multilingues sont beaucoup moins susceptibles de perdre leur emploi que les unilingues. Cette différence a même pu être chiffrée dans le cas de la Suisse : un bilingue y est en moyenne 2,35 fois moins exposé à perdre son emploi qu'un monoglotte (Grin, 1999, 2014).

Cette motivation économique, sans doute beaucoup plus répandue que la première, a un caractère nettement moins universel. En effet, les avantages qu'il y a ici à acquérir une langue donnée varient en fonction de trois paramètres : en fonction de la langue qu'on pratique déjà (de son statut, de son rendement, du pouvoir qu'elle confère, de l'image qu'elle a...), en fonction des nécessités techniques du moment, et en fonction des langues offertes à l'apprentissage (de leur statut, de leur rendement, du pouvoir qu'elles confèrent, de l'image qu'elles ont...)

### Le paradoxe du plurilinguisme : un monde à la fois diversifié et unifié

Pourtant, on assiste à une sorte de paradoxe. D'un côté, la mondialisation accentue sans cesse le plurilinguisme de nos sociétés, ce qui affecte spectaculairement l'espace public. De l'autre, cette même mondialisation affecte le marché linguistique : elle a pour effet que ce marché s'unifie jusqu'au monopole, une langue le dominant par sa puissance et son apparente rentabilité. Et cette unification masque ce plurilinguisme de plus en plus accentué, empêche d'entendre toutes les autres langues dans le concert de la mondialisation.

Il convient de dépasser ce paradoxe et de poser la question : avons-nous besoin d'une langue unique, ou d'un bouquet de langues ? La promotion économique et sociale passe-t-elle par la maîtrise d'une langue, ou des langues ?

Pour répondre à cette question, l'idéal serait de disposer de chiffres qui permettraient d'aborder la question de la rentabilité des langues en fonction des trois paramètres déjà pointés : la valeur de la ou des langues qu'on parle déjà, la valeur de la ou des langues à acquérir, et les objectifs poursuivis dans cette acquisition. Or cette question n'est pas souvent posée : les contributions des économistes aux questions de langue sont restées rares jusqu'il y n'a guère, à quelques exceptions notables près, comme celles de José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez, José Antonio Alonso, Amado Alarcón Alarcón, Ángel Martín Municio, qui ont tous travaillé sur le rendement économique la langue espagnole<sup>1</sup>, ou celles de personnalités marquantes comme François Grin<sup>2</sup>, François Vaillancourt, Albert Breton.

Grâce à eux, on dispose de chiffres pour certaines langues — l'espagnol étant, comme on vient de le voir, plutôt bien servi — et pour certains États, comme le Canada et la Suisse. Dans ces derniers, on peut par exemple mesurer l'impact de la connaissance d'une langue donnée sur les revenus des travailleurs.

---

1 Voir la bibliographie.

2 Voir la bibliographie. Tous les exemples concernant la Suisse qu'on trouvera ci-après sont empruntés à Grin 1997, 1999, Grin et al, 2010a, 2010b, 2016.

# LE RÔLE ÉCONOMIQUE DES LANGUES

## Une langue capitale : l'anglais

Ces chiffres font apparaître l'intérêt de l'anglais, résultat assez attendu il faut le dire.

Soyons concret pour calculer cette rentabilité de l'anglais. Dans la confédération helvétique, la pratique de l'anglais rapporte un supplément de revenu de 10 % en Suisse romande, de 18 % en Suisse alémanique et de 12 % en Suisse italienne. Pour la Belgique, on ne dispose pas de chiffres aussi précis, mais on sait que les conditions de la promotion du cadre dans les grandes entreprises sont toujours leur trilinguisme : un trilinguisme où on trouve 2 des 3 langues nationales — le français et le néerlandais —, mais, bien évidemment, aussi l'anglais (cfr Dardenne Éraly, 1995).

## Mais d'autres langues non moins nécessaires

« En revanche, le fait que l'anglais soit utile ne veut pas dire qu'il soit utile partout. Le fait qu'il joue certains rôles ne veut pas dire qu'il peut jouer tous les rôles », nous avertit Grin (2014 : 13).

En particulier, on ne peut affirmer que l'anglais a, dans les États pluriculturels comme la Suisse ou la Belgique, rendu les langues nationales inintéressantes. C'est là un pur cliché. Et le même Grin démontre qu'en Suisse, les langues nationales sont plus utilisées que l'anglais dans les relations professionnelles entre les différentes régions linguistiques.

Ses enquêtes montrent d'abord que les entreprises alémaniques utilisent le français autant, voire davantage, que l'anglais (39 % contre 37 %), et qu'il en va de même pour les entreprises romandes : elle recourent plus à l'allemand qu'à l'anglais (39 % contre 36 %).

Elles montrent en second lieu la forte rentabilité des langues locales : la différence en termes de revenus pour celui ou celle qui pratique ces langues en sus de la sienne monte à 14 % pour le français en Suisse alémanique comme pour l'allemand en Suisse romande et à 17 % pour ces deux langues en Suisse italophone. La rentabilité de l'allemand en Suisse alémanique et celle des deux grandes langues nationales en Suisse italienne dépasse donc celle de l'anglais ! Au Canada, où les anglophones unilingues sont longtemps restés en tête de la course aux revenus, leur bilinguisme est désormais profitable : elle leur vaut un supplément allant de 13,7 % à 14,1%.

Ces enquêtes montrent enfin — troisième constat — que, souvent, les entreprises manquent moins de personnel sachant l'anglais que de personnel compétent en d'autres langues. En Suisse alémanique, 77 % des entreprises manquent de collaborateurs sachant le français, contre 51 % manquant d'anglophones. Même constat en Belgique : on y voit que les entreprises rencontrent des difficultés à recruter des personnes qui pratiquent couramment d'autres langues que l'anglais ; les entreprises situées en pays flamand ne parviennent pas à recruter assez de personnel compétent en français, et les entreprises francophones manquent de personnel néerlandophone, pour ne pas parler des déficits dans d'autres langues, comme l'allemand, tragiquement sous-représenté chez les cadres belges.

Ces indications donnent un avertissement sérieux à ceux qui estiment qu'une priorité doit partout être donnée à l'anglais, pour des raisons d'efficacité, aux décideurs qui pousseraient à l'abandon de l'enseignement des langues nationales sous le même prétexte, et aux parents qui encourageraient de tel projets : leur représentation du marché linguistique est largement fantasmagique et la primauté à donner à l'anglais relève de la fausse évidence.

L'enquête belge de Dardenne et Éraly (1995) montre en outre que si le minimum *minimorum* pour la promotion du cadre est le trilinguisme que l'on a vu — anglais, français, néerlandais —, la maîtrise d'une quatrième langue — allemand, espagnol, mais aussi malais ou coréen — représente un avantage important. Je m'imagine qu'on peut sans peine transposer cette situation à la Hongrie : parler français (ou une autre langue) en plus du hongrois et de l'anglais y constitue certainement une valeur ajoutée pour les entreprises et les services. Et choisir le français (ou une autre langue) comme troisième langue permettra à un élève de se démarquer par rapport à un autre qui serait seulement bilingue hongrois-anglais, ou trilingue hongrois-anglais-allemand.

## La langue du client, la langue du partenaire

Car c'est partout, et pas seulement dans les États multilingues que se présentent ces situations. Parler la langue du client ou du partenaire constitue toujours un avantage. J'ai connu de près un ingénieur belge, aujourd'hui décédé, que son entreprise envoyait toujours en Europe centrale dans des missions économiques, car il y rencontrait de grands succès. Son secret ? Il me l'a confié un jour : alors que ses compagnons, de mission parlaient seulement technique et conditions financières, et en anglais, lui, racontait des blagues, parlait de football ou de pêche à la ligne, et il le faisait en allemand. Quelle leçon ! Quelle leçon par exemple, pour les cadres supérieurs français ! La plupart d'entre eux, en effet n'ont étudié que l'anglais, alors que trois quart des échanges commerciaux de la France se font avec des pays non-anglophones.

Il faut non seulement parler la langue du client-partenaire, mais aussi connaître sa culture. Sans doute ceci est-il une autre histoire, mais il faut quand même l'évoquer : on ne négocie pas avec un japonais comme avec un américain, on n'interagit pas avec un polonais comme avec un italien. Cette conception de la variabilité culturelle semble heureusement percoler dans le monde de l'entreprise, comme aussi dans le monde de la santé ou des services, qui s'ouvrent au multiculturalisme et prévoient même parfois des formations allant en ce sens. Heureusement dis-je ; mais malheureusement l'idée que le multilinguisme représente aussi un avantage ne jouit pas de la même faveur.

Généralisons tous ces constats. Enseigner de multiples langues et non une seule, offrir un large éventail de langues, loin d'être un gaspillage, loin de relever seulement de principes sociaux, culturels ou éthiques, répond aussi parfaitement à un souci de rentabilité économique.

Il y a donc un important travail à faire sur les esprits : montrer que la diversité, loin d'être une hypothèque, est aussi une opportunité. J'en donnerai deux exemples (cfr Maurais, 2005). La province canadienne du Nouveau-Brunswick a misé sur le bilinguisme français-anglais d'une part notable de sa population pour attirer diverses entreprises, en particulier des centres d'appel ; et elle est aujourd'hui devenue la capitale de ces centres, mobilisant aujourd'hui d'autres langues. Le deuxième exemple est celui de l'Inde : ne sont-ce pas aussi les compétences linguistiques de ses diplômés qui lui a permis de délocaliser à son profit nombre d'entreprises européennes ou américaines ?

Nous revenons ainsi à notre paradoxe. D'un côté, la diversité linguistique semble bien constituer un obstacle à la libre circulation des biens, des personnes et des idées. Mais de l'autre, elle constitue assurément un puissant argument économique.

Pour les responsables du monde de l'enseignement et de la formation, il y a donc un défi à relever. Celui d'éviter que tous les élèves, tous les clients des formations en langue, aient la même biographie langagière : français-anglais chez le francophone de Suisse ou de Belgique, hongrois-anglais-allemand chez l'étudiant hongrois... Des expériences existent un peu partout qui montrent l'intérêt d'une variabilité des parcours linguistiques. Pour m'en tenir à la seule langue française, je ne mentionnerai que le succès croissant, auprès des parents hongrois, du lycée français et des sections bilingues francophones, le succès, en Pologne, des classes francophones de Silésie, le succès aux États-Unis des classes d'immersion en français dans l'État de Louisiane.

Et le paradoxe qui vaut pour l'économie — le multilinguisme comme obstacle mais aussi comme levier — est aussi valide pour d'autres secteurs, comme la science. D'une côté plus que jamais, l'anglais est la langue de la recherche et de la communication scientifiques. Mais de l'autre, le « paysage de la science est en train de changer. L'émergence concerne désormais le savoir ; des connaissances nouvelles excèdent la problématique reçue, et à terme routinière, de la communication en anglais. La vitalité de la science requiert la diversité de ses approches et de son expression » (Cerquiglini, 2015 : 9).

## LE FRANÇAIS AUJOURD'HUI

Ouvrir l'éventail des langues donc. Mais quelle place, dans cet éventail, réserver au français en particulier ? Étant un universitaire, et non un voyageur de commerce, je vais tenter de répondre à cette question de la façon la plus objective possible, et pour cela, j'avancerai encore une fois des chiffres.

### La cinquième langue au monde

De par le monde, une trentaine de pays ont le français comme langue officielle, seul ou avec d'autres langues ; ils représentant une population totale de plus de 300 millions de personnes, dont près de la moitié vivent en Afrique. Une telle photographie ne donne évidemment qu'une idée très vague de la distribution des francophones. D'une part, la répartition de ceux-ci au sein de ces États est très hétérogène (on ne peut mettre sur le même pied la France, où près de 100 % de la population est constituée de francophones, et tel pays d'Afrique où ces derniers sont très minoritaires) ; de l'autre, il y a de nombreux pays où le français n'est pas officiel, mais conserve une certaine présence.

On a donc intérêt à tenter de repérer les populations où le français a une présence importante et fait l'objet d'un emploi quotidien, parce que c'est la langue de la famille ou celle de l'école. Selon le plus récent rapport de l'Organisation internationale de la francophonie (Wolff, 2014), ce groupe représente environ 212 millions de personnes.

Mais ce rapport identifie encore 62 autres millions de personnes que l'on peut aussi qualifier de francophones. Ce sont toutes celles qui se sont approprié la langue française au cours d'un apprentissage scolaire ou universitaire. Si l'on ajoute aux premiers 212 millions les sujets ainsi détenteurs d'une formation leur permettant de participer à une conversation en français, on arrive à un total de 274 millions de locuteurs.

C'est ainsi — première conclusion — que la langue française se situe à la cinquième place dans le monde, après le chinois, l'anglais, l'espagnol et, suivant les estimations retenues, l'arabe ou l'hindi.

### Une langue pour les cinq continents

Mais cette langue bénéficie d'autres particularités. Contrairement au chinois ou à l'hindi, elle n'est pas confinée à une région homogène du monde : elle partage avec l'anglais et l'espagnol le privilège d'être parlée sur les cinq continents.

Une telle répartition, qui favorise évidemment les échanges, ne peut manquer d'entraîner des répercussions sur son apprentissage : après l'anglais, c'est ainsi la deuxième langue la plus enseignée. Et elle partage avec lui la particularité de l'être un peu partout dans le monde.

Cette seconde place, elle ne la mérite pas seulement à cause de son passé aristocratique et de sa richesse culturelle, ou parce qu'elle serait la langue de la parfumerie et de la haute couture, secteurs économiques assurément légitimes, comme l'est celui du tourisme — Paris reste une des premières destinations touristiques au monde — : elle doit bien s'expliquer autrement encore.

### Une langue pour l'Europe

Notons que la comparaison géographique entre les deux ensembles de francophones — les 212 millions qui l'utilisent régulièrement et les 62 millions ayant appris le français comme langue étrangère au point de pouvoir le parler — permet de pointer le rôle que le français joue encore en Europe : Sur les 62 millions, 46 se trouvent sur le vieux continent.

### Une langue puissante

Mais ce n'est pas tout de parler du nombre de locuteurs. Il faut aussi tenir compte de ce que représente leur poids dans l'économie mondiale, en terme de pouvoirs d'achat par exemple. Ici encore, les chiffres sont éloquentes. Le revenu des francophones représente environ 5 % de l'économie mondiale, alors qu'ils ne représentent qu'entre 1,5 % et 2 % de la population mondiale (Grin et Gazzola, 2008). On peut donc dire que le français joue encore un rôle économique non négligeable, et qu'il le jouera encore un certain temps. Mais on constate au même moment les fortes disparités du monde francophone : celui-ci compte les pays les plus pauvres de la planète. L'avenir du français passe donc par le développement de ces pays, bien évidemment hypothétique.

On peut aussi envisager une sorte d'indice global de la puissance et de l'influence d'une langue, tenant compte de facteurs comme le produit intérieur des pays où la langue se pratique et leur taux d'alphabétisation (indice mis au point par Graddol, 1997). Or un tel indice montre que le français est certes très loin derrière l'anglais, pris comme point de référence et présentant l'indice 100. Mais avec son indice 33, il apparaît comme la troisième puissance linguistique mondiale, derrière l'allemand (qui a l'indice 42), mais juste avant le japonais, l'espagnol et le chinois (respectivement 32, 31 et 22), avec lesquels il forme un bloc de quatre langues devant spectaculairement arabe, portugais, malais, russe, et l'hindi-urdu, qui n'obtiennent que 8, 5, 4, 3 et 0,4.

## ET LE FRANÇAIS DEMAIN ?

Mais apprendre une langue, c'est toujours avoir un projet, autrement dit se projeter dans l'avenir. Peut-on raisonnablement investir dans le français ? Autrement dit, a-t-il encore un avenir ?

### La grande redistribution des langues

C'est une question qu'on peut raisonnablement se poser tant le marché des langues a connu de soubresauts ces dernières années. Dans la dernière décennie du XXe siècle, la réunification de l'Allemagne, l'éclatement du bloc de l'Est, l'effondrement de l'URSS, la renaissance de la Chine et l'affirmation de l'Inde, la poursuite de la construction européenne ont laissé entrevoir un réaménagement du rapport entre les langues de grande diffusion à l'échelle planétaire. À ces évolutions géopolitiques s'ajoutent des tendances inscrites dans la longue durée : création de nouveaux blocs économiques, mondialisation, diffusion massive des nouvelles technologies bouleversant les modes d'organisation du travail et les modes de communication.

Dans l'ensemble, ce réaménagement a bien sûr été favorable à l'anglais. Par exemple, différents phénomènes — depuis la fin de l'apartheid, qui a rendu l'Afrique du Sud fréquentable, jusqu'aux guerres dans la région des grands lacs — a stimulé la diffusion de cette langue dans tout le continent africain. Quant à la construction européenne, elle a aussi renforcé le rôle de l'anglais dans des pays aussi différents que la Bulgarie ou la Roumanie, dont certains étaient traditionnellement acquis au français.

Mais d'autres mouvements se dessinent, et je n'en donnerai que deux exemples.

À l'Est de notre continent, plusieurs républiques nées de l'éclatement de l'empire soviétique — Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kazakhstan, Kirghizistan — sont désormais entrées dans l'orbite culturelle de la Turquie. À l'autre bout du globe, en Amérique latine, on peut pointer les effets de la création du Mercosur, qui associe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela : les échanges économiques que le Mercosur a encouragés ont stimulé la croissance des besoins en compétences langagières, en multipliant les situations de bilinguisme espagnol-portugais, au point même que certains n'hésitent pas à prophétiser la fusion de ces deux langues dans la région ! Cette donne a en tout cas suscité de nouvelles pratiques pédagogiques et de nouvelles politiques éducationnelles. L'Instituto Cervantes a ainsi fait du Brésil un de ses terrains de redéploiement, et, de concert, Argentine et Brésil encouragent la mise au point de programmes d'éducation bilingue espagnol-portugais qui se révèlent efficaces<sup>3</sup>.

Au total, si la place de l'anglais ne semble pas menacée à court terme, une redistribution du rôle des langues à moyen et à long terme est chose très prévisible.

En 1997, le British Council publiait ainsi, sous la plume de David Graddol, un rapport sur la situation de l'anglais : *The Future of English ?*, titre où on soulignera la présence d'un point d'interrogation. Si ce rapport, fondé sur des projections démographiques et économiques, pointe de nombreux facteurs apparaissant effectivement comme propice au renforcement immédiat de l'anglais dans certaines zones géographiques, il prévoit aussi des phénomènes comme la montée en puissance du haoussa et du swahili en Afrique, des langues régionales en Inde, du tok pisin et des diverses variétés de malais (dont l'indonésien) en Océanie ; ailleurs des opportunités se dessinent pour le russe, le mandarin, le turc, l'arabe...

À l'horizon 2050 semblent ainsi se profiler de nouveaux rapports de force, où, selon Graddol, plus aucune langue n'occupera la position hégémonique de l'anglais à la fin du XXe siècle.

---

3 cfr Hamel, 2001, 2008, Chardenet et da Cunha, 2008.

## La spectaculaire croissance du français

Et le français, dans ces projections ?

Un démographe, Richard Marcoux, dans un travail publié en 2008, faisait des projections sur le nombre de francophones en 2050. Il les établissait sur la base de deux hypothèses, l'une défavorable l'autre favorable : la première est celle d'une stabilisation des taux de naissance et de scolarisation atteints dans la période 1997-2000 ; la seconde envisage une scolarisation plus poussée des pays du Sud. Dans le premier cas, il arrivait à prévoir 276,83 millions de francophones en 2050, et, dans le second, plus du double : 683,56 millions. Or même si les modalités de comptage de Marcoux ne sont pas les mêmes que celles de l'OIF, nous constatons que le premier chiffre prévu pour 2050 est déjà presque atteint en 2014 ! (274 millions, je le rappelle). Que s'est-il passé ?

On constate en effet que le nombre des francophones a crû d'une manière très spectaculaire entre 2010 et 2014 : la progression est de plus de 7 % ! Elle est due à deux facteurs. Le premier est la croissance démographique des pays d'Afrique subsaharienne. Comme les systèmes éducatifs de ces pays continuent d'accorder une place centrale au français, malgré les difficultés de toute sorte auxquels ils sont confrontés, cet accroissement fait que des populations sans cesse plus nombreuses sont exposées à la langue française. À côté de cette expansion démographique, il y a aussi la progression de la scolarisation qui a spectaculairement renforcé cette exposition. C'est donc en Afrique subsaharienne que la progression du nombre de francophones a été la plus évidente : on y observe en moyenne 15 % d'accroissement entre 2010 et 2014, avec des pointes allant jusqu'à 30 % dans certains pays<sup>4</sup>.

Tout porte donc à croire qu'on dépassera largement, en 2050, les prévisions les plus optimistes de Marcoux, ainsi que celles de Graddol. Des projections démographiques indiquent que la population de l'espace francophone dépassera le milliards d'individus en 2065, et — à l'exception notable de la galaxie anglophone — dépassera largement celle des autres espaces fédérés par les grandes langues de communication que sont l'allemand, le portugais, l'espagnol et l'arabe (Wolf, 2014 : 34-37).

## REPENSER LES MÉTHODES DE LANGUE

S'il faut ouvrir l'éventail des langues, sans doute faut-il ouvrir aussi celui des méthodes de langue. Et ici, nous entrons dans le domaine de la didactique, où je n'ai aucune compétence.

Mais une chose est sûre, c'est qu'il faudra faire preuve d'imagination. Nous vivons volontiers dans l'idée qu'apprendre une langue, c'est nécessairement tendre à en avoir une maîtrise intégrale, à l'émission comme à la réception, à l'oral comme à l'écrit. Or cet idéal d'une maîtrise totale est une chimère, après laquelle il faut cesser de courir. Une chimère dangereuse, car cet idéal, comme celui d'une compétence intégrale en langue maternelle, place les objectifs hors d'atteinte.

Les besoins humains en général, et économiques en particulier, sont tels qu'on peut souvent se satisfaire d'un plurilinguisme partiel, tantôt écrit tantôt oral, tantôt actif tantôt passif. Si l'on accepte cette idée d'une variabilité des objectifs, on pourra mettre sur pied des méthodes d'acquisition ciblées des langues, qui pourraient être rapides, novatrices et peu coûteuses. Je n'en veux que deux exemples.

Tout d'abord, on peut mettre sur pied des méthodologies de construction de kits de survie linguistique, visant à fournir des compétences exclusivement réceptives, compétences permettant, par exemple, la communication interlinguistique dans des réunions internationales. C'est le principe du « je parle ma langue, et je comprends la tienne ». Dans mon pays, la Belgique, la pratique est courante dans les administrations fédérales : néerlandophones et francophones y communiquent en parlant chacun leur langue. C'est ainsi que je procède moi-même : ayant longtemps siégé au Conseil de la recherche scientifique néerlandophone, je n'y ai jamais eu recours aux services de traduction qui m'étaient offerts, mais qui auraient créé une barrière psychologique entre moi et mes collègues ; d'un côté, je comprenais suffisamment les débats menés en néerlandais, mais ai toujours pu y recourir à ma langue, mes partenaires la comprenant. Mais, que je sache, ce type de pratique ne repose jamais nulle part sur une méthodologie expressément mise au point : chacun fait sa formation sur le tas.

---

4 Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon et Sénégal. Cfr Wolf, 2014.

En second lieu, on peut penser à des programmes prenant appui sur les parentés typologiques entre idiomes : ceux-ci doivent permettre de rentabiliser sur les autres, à faible cout, la connaissance que l'on a acquise d'un seul d'entre eux. Des langues parentes sont sans nul doute le terrain idéal pour développer les techniques d'intercompréhension dont je viens de parler. Ce sont les langues scandinaves qui ont montré la voie : les petits Suédois, les petits Danois les petits Norvégiens se voient offrir, depuis près d'un siècle et dans le cadre de leur cours de langue maternelle, une initiation aux autres langues du même groupe.... Les langues romanes ont suivi cet exemple, et de nombreuses méthodes existent aujourd'hui sur le marché, dont un cours massif en ligne (MOOC) imaginé par l'Organisation internationale de la francophonie. Le français peut ainsi servir de porte d'entrée pour de grandes langues internationales comme l'espagnol ou le portugais, mais aussi pour l'italien, le roumain ou le catalan.

Ouvrons les oreilles : autour de nous bruissent des dizaines de langues ! Dans la rue, des touristes, des immigrés, des visiteurs nous font entendre la leur ; dans nos voyages nos partenaires commerciaux, nos amis nous en offrent d'autres ; nos télévisions, nos ordinateurs, nos Smartphones nous entraînent eux aussi dans un monde de plus en plus varié. Prenons conscience de cette diversité, que des opinions toutes faites peuvent nous masquer. Soyons attentifs à cette richesse, et profitons-en, car elle est profitable ; soyons attentifs à ce nouveau visage du monde, qui stimule notre imagination et notre puissance de création.

## Références

ALARCÓN ALARCÓN, Amado, 2004, *Economía, política e idiomas. Intercambio lingüístico y sus efectos sobre la eficiencia y la distribución de los recursos*, Consejo Económico y Social, Colección Estudios, Madrid.

ALONSO, José Antonio, 2006, *Naturaleza económica de la lengua*, Documentos de Trabajo Fundación Telefónica-ICEI, DT 02/06.

BRETON, Albert (dir.), 1999, *Exploring the Economics of language, New Canadian Perspectives*, Ottawa, Department of Economics, University of Toronto.

CERQUIGLINI, Bernard, 2015, Préface à Klinkenberg, 2015 : 7-9.

CHARDENET, Patrick, CHAVES DA CUNHA, José Carlos, 2008, L'avenir du français en Amérique du Sud, in Maurais et al, 2008 : 210-228.

CHISWICK, Barry R., MILLER, Paul W., 2006, *The Economics of language. International analyses*, New York, Londres, Routledge.

DARDENNE, Emmanuelle, ÉRALY, Alain, 1995, *L'Usage du français dans les grandes entreprises*, Bruxelles, Service de la langue française (coll. Français & société).

GARCÍA DELGADO, José Luis, ALONSO, José Antonio, JIMÉNEZ, Juan Carlos, 2008, *Economía del español. Una introducción* (2a éd.), Madrid, Fundación Telefónica, Barcelona, Editorial Ariel.

GRADDOL, David, 1997, *The Future of English ?*, Londres, British Council.

GRIN, François, 1996, Economic approaches to language and language planning: an introduction, *International Journal of the Sociology of Language*, 121 : 17-44.

GRIN, François, 1997, *Langue et différentiel de statut socio-économique en Suisse*, Berne, Office fédéral de la statistique.

GRIN, François, 1999, *Compétences et récompenses. La valeur des langues en Suisse*, Fribourg, Éditions Universitaires de Fribourg.

GRIN, François, 2001, English as economic value: facts and fallacies, *World Englishes*, 20.



- GRIN, François, 2003, Language planning and Economics, *Current Issues in Language Planning*, 4, 1 : 1-66.
- GRIN, François, 2004, On the costs of cultural diversity, in van Parijs, Philippe (dir.), *Cultural diversity versus economic solidarity*, Bruxelles, De Boeck-Université : 189-202.
- GRIN, François, 2005, *L'enseignement des langues étrangères comme politique publique*, Paris, Haut Conseil de l'évaluation de l'école, n° 19, septembre 2005.
- GRIN, François, 2014, *Le débat sur les langues en quinze questions : arguments, fait et chiffres*, Genève, chez l'auteur.
- GRIN, François, 2016, La valeur des langues dans l'activité professionnelle, in Carrère, Céline (dir.), *L'impact économique des langues. Implications pour la francophonie*, Paris, Fondation pour les études et recherches sur le développement international, Economica, 2016
- GRIN, François, GAZZOLA, Michele, 2008, in Maurais et al., 2008 : 53-56.
- GRIN, François, SFREDDO, Claudio, VAILLANCOURT, François, 2010a, *The Economics of the Multilingual Workplace*, New York, Routledge.
- GRIN, François, SFREDDO, Claudio, 2010b, Besoins linguistiques et stratégie de recrutement des entreprises, in Irmtraud Behr et al. (dir.), *Langue, économie, entreprise. Gérer les échanges*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle : 19-40.
- HAMEL, Rainer Enrique, Point de vue hispanophone sur l'avenir du français, in Maurais et al, 2008 : 235-240.
- HAMEL, Rainer Enrique, 2001, L'apparition de nouvelles politiques linguistiques dans les blocs régionaux : le cas du Mercosur en Amérique du Sud, in Maurais, Jacques & Morris, Michael A. (dirs) *Géostratégies des langues*, numéro spécial de *Terminogramme*, 99-100 : 129-160.
- JIMÉNEZ, Juan Carlos, 2006, *Economía de la lengua: una visión de conjunto*, Documentos de Trabajo Fundación Telefónica-ICEI, DT 01/06.
- JIMÉNEZ, Juan Carlos, 2007, *El español: valor de un activo económico*, Caja de Burgos e Instituto Universitario de Investigación Ortega y Gasset.
- JIMÉNEZ, Juan Carlos, NARBONA, Aranzazu, 2008, *El español en el comercio internacional*, Documentos de Trabajo Fundación Telefónica.
- KLINKENBERG, Jean-Marie, *La Langue dans la cité. Vivre et penser l'équité culturelle*, Bruxelles, Les Impressions nouvelles.
- MARCOUX, Richard, Le poids démographique des francophones : passé, présent et perspectives, in Maurais et al., 2008 : 151-158.
- MARTÍN MUNICIO, Ángel, avec la coll. de Antoni Espasa, Javier Girón, Daniel Peña (dirs), 2003, *El valor económico de la lengua española*, Madrid, Espasa Calpe.
- MAURIS, Jacques, 2005, Allocution d'ouverture des Troisièmes Journées scientifiques du Réseau de chercheurs en sociolinguistique et dynamique des langues (Moncton, 2005), *Les Actions sur les langues* ([http://www.sdl.auf.org/article.php3?id\\_article=99](http://www.sdl.auf.org/article.php3?id_article=99)).
- MAURIS, Jacques, DUMONT, Pierre, KLINKENBERG, Jean-Marie, MAURER, Bruno, CHARDENET, Patrick (dirs), 2008, *L'avenir du français*, Paris, Agence universitaire de la Francophonie, Édition des Archives Contemporaines.
- VAILLANCOURT, François, 1985, *Économie et langue*, Conseil de la langue française, Québec.
- VAILLANCOURT, François, GRIN, François, 2000, *The Choice of a Language of Instruction: the Economic Aspects*, Washington, World Bank Institute.
- WOLFF, Alexandre (dir.), 2010, *La Langue française dans le monde*, Paris, Nathan.
- WOLFF, Alexandre (dir.), 2014, *La Langue française dans le monde. 2014*, Paris, Organisation internationale de la francophonie, Nathan.

Merci à



Alliance Française



KINGDOM OF BELGIUM  
[www.diplomatie.belgium.be](http://www.diplomatie.belgium.be)



1011 Budapest, Fő u. 17.  
Tel.: 489 42 00  
[cours@inst-france.hu](mailto:cours@inst-france.hu)  
[www.franciaintezet.hu](http://www.franciaintezet.hu)  
[facebook.com/franciaintezet](https://facebook.com/franciaintezet)

